

LE BOYCOTT EST LANCÉ

TAMOIL



RÉPANDUES

Tamoil est une société bien implantée en Suisse, où l'on compte 324 stations-service.

Keystone/Salvatore Di Nolfi

CRISE LIBYENNE Des élus allemands appellent au boycott des stations Tamoil, qui seraient liées au clan Kadhafi. En Suisse, les avis sont divisés. Mais les Verts vont empoigner la question dès aujourd'hui.

Elle est Allemande, elle appartient au Parti écologiste et elle appelle au boycott des stations-service Tamoil. «Il s'agit d'un acte symbolique, explique la députée Bärbel Höhn dans le quotidien *Bild*, mais nous ne voulons plus rien avoir en commun avec le dictateur libyen.» En Suisse, les politiques que nous avons contactés sont divisés (lire encadrés). Surtout parce que des emplois seraient menacés et que les liens exacts entre Tamoil et le clan Kadhafi reste troubles.

PLUS DE 1500 POSTES DE TRAVAIL EN SUISSE

Tamoil est présent dans la plupart des pays européens. En Suisse, la société possède une raffinerie à Colloby (VS) et 324 stations-service. Le chiffre d'affaires de la filiale helvétique tournait autour des 2,7 milliards de francs en 2009 et elle occupe 1500 personnes. Rien n'indique pour l'heure que la volonté affichée du Conseil fédéral de geler les avoirs du clan Kadhafi va s'appliquer aussi directement à Tamoil Suisse, partie du Tamoil Group, domicilié à Monaco et dont la société financière Oilinvest est basée aux Pays-Bas.

«Tamoil Suisse est une société 100% suisse, affirme Laurent Paoliello, porte-parole de la compagnie pétrolière. Depuis deux ans et demi, nous nous approvisionnons en pétrole sur les marchés internationaux et nous n'utilisons pratiquement plus de pétrole libyen.» Quant au fait que les bénéficiaires finaux de la compagnie appartiennent au clan Kadhafi, Laurent Paoliello se dit incapable de répondre et ne pas connaître «des actionnaires libyens» d'Oilinvest.

Pourtant, selon la *NZZ am Sonntag* d'hier, la société mère Oilinvest appartient au fonds d'Etat Libyan Investment Authority, qui est contrôlé par le clan Kadhafi. Un membre du conseil d'administration n'est autre que Mohamed el-Huweji, le ministre de l'Industrie et de l'Economie du gouvernement libyen. Ministre qui figure déjà sur la liste des personnes dont le Conseil fédéral a fait geler les avoirs jeudi dernier.

Après l'arrestation d'Hannibal Kadhafi en été 2008 à Genève et le

LE DÉBAT DU «MATIN»

www.lematin.ch/debat
ou par SMS
(envoyez LM TAM
au 700 (20 ct./SMS))

FAUT-IL BOYCOTTER TAMOIL?

retrait de capitaux de bon nombre d'hommes d'affaires libyens qui a suivi, Tamoil représente aujourd'hui l'intérêt libyen le plus important en Suisse. Il n'empêche. S'attaquer au pétrole libyen ne séduit pas particulièrement Daniel Brélaz, conseiller national vaudois du Parti écologiste suisse: «Il faut tenir compte du fait que les puits de pétrole sont actuellement entre les mains des opposants à Kadhafi.»

En Allemagne, la classe politique est plus active. Outre l'appel au boycott des Verts, Elvira Drobinski-Weiss, une députée socialiste, réclame des sanctions contre Tamoil: «L'Union européenne doit aussi saisir les intérêts libyens en Europe, si possible également le marché des huiles minérales, Tamoil compris.»

La colère allemande va-t-elle se propager aussi en Suisse? Des conseillers nationaux, comme Daniel Brélaz, sont bien décidés à aborder aujourd'hui la question devant le Parlement. ■

Victor Fingal

RÉACTIONS

«Si Tamoil appartient au clan Kadhafi, il faut plus qu'un boycott, il faut que le Conseil fédéral agisse. Mais dans le cas contraire, ce n'est pas une solution. De toute façon les Verts aborderont le sujet aujourd'hui au Parlement.»



Valdemar Verissimo

DANIEL BRÉLAZ
Syndic de Lausanne,
conseiller national vaudois (Verts)

«Je suis favorable à un boycott. Lors de l'affaire des otages en Libye, le Conseil fédéral aurait dû nationaliser Tamoil. La question se pose de nouveau. Les bénéfices devraient revenir à ceux qui luttent contre la mafia kadhafiste.»



Laurent Crochet

ÉRIC VORUZ
Conseiller national vaudois (PS)

«Un boycott aujourd'hui? Ça n'a plus d'importance. Il fallait le faire quand nos otages étaient en Libye. J'ai l'impression que nous nous ruons pour participer à la curée. C'est trop facile et ce n'est pas très élégant.»



DR

DOMINIQUE BAETTIG
Conseiller national jurassien (UDC)

«Je suis fermement opposé à un boycott de Tamoil car la seule répercussion sera sur l'emploi en Suisse. Pour le reste, le Conseil fédéral a démontré qu'il était en avance sur d'autres pays concernant le gel des avoirs de dictateurs étrangers.»



Michel Perret

JEAN-RENÉ GERMANIER
Conseiller national valaisan (PLR)